

Point sur la situation économique de la zone euro

La croissance économique dans la zone euro s'est stabilisée, depuis quelques trimestres, aux alentours de 1,7 %. Cette hausse de l'activité, modérée mais néanmoins solide va se poursuivre dans les prochains mois. Toutes les composantes du PIB (consommation privée et publique, exportations, investissement) devraient contribuer positivement à la croissance.

La consommation privée s'affiche en hausse de 1,9 % en 2016 (par rapport à 2015), bénéficiant d'une nette amélioration sur le front de l'emploi. Ainsi, le nombre de personnes occupant un emploi est en hausse de 1,6 %, ce qui correspond à 2,3 millions de postes créés en un an dans la zone euro. La tendance va se poursuivre, les indices de confiance des consommateurs et des entreprises s'affichant à des niveaux élevés. De plus, le pouvoir d'achat des ménages continue de s'améliorer, l'inflation restant inférieure à la croissance des salaires (+1,6 % en 2016 et anticipation d'une hausse de 1,8 % en 2017).

Les réformes mises en place (principalement dans les pays du sud de l'Europe) et la baisse du coût de la dette ont entraîné une nette réduction du déficit public de la zone euro (1,5 % l'année dernière contre un déficit de 3 % en 2013). Après des années de restriction budgétaire, les dépenses publiques ayant diminué entre 2010 et 2014, les gouvernements ont donc retrouvé une marge de manœuvre. La consommation publique s'affiche ainsi en hausse de 1,8 %.

Après avoir marqué le pas au 1^{er} semestre 2016, les exportations sont reparties à la hausse tirées par l'amélioration de la situation économique dans les pays émergents. Au T1 2017, elles s'affichent en hausse (par rapport au T1 2016) de près de 7 %. Les exportations vers l'Amérique latine progressent de 8 %, celles vers l'Asie de 10 % (+17 % vers la Chine !) et vers la Russie de 27 %.

Enfin, l'investissement privé est en hausse de 3,3 % en 2016 et en accélération (+5 % au dernier trimestre 2016), bénéficiant de l'amélioration de l'activité économique et de l'action de la BCE. La politique monétaire extrêmement accommodante mise en place par cette dernière a entraîné une forte baisse du coût de financement (obligataire et bancaire) des entreprises et des ménages. Cela a dynamisé les encours de crédit qui, après avoir été un frein à l'investissement, constituent aujourd'hui un soutien à la croissance.

Les crédits aux ménages (crédits à la consommation et prêts immobiliers) sont ainsi en hausse annuelle de 2,3 % en avril. Du côté des entreprises la hausse des crédits bancaires est moins importante, à +0,7 %, mais les entreprises de la zone euro ont fortement augmenté leurs émissions obligataires pour profiter des faibles rendements exigés par les investisseurs. Les émissions obligataires « corporates » nettes ont atteint 150 milliards d'euros en 2016 et devraient approcher les 200 milliards cette année (170 milliards pour les entreprises « investment grade » et 30 milliards pour celles « high yield »).

Les voyants sont au vert pour que la croissance économique se poursuive dans les prochains trimestres dans la zone euro. Les actifs risqués (actions, obligations « crossover » et « high yield ») devraient en profiter et continuer d'afficher des performances satisfaisantes.

Zone euro : Indice de confiance des consommateurs (en bleu, échelle de droite), prêts aux ménages (en vert) et croissance du PIB (en rouge)

